le vendeur et l'acheteur sont étrangers l'un à l'autre, le poisson n'est livré qu'après plein et entier paiement. Le poisson est alors expédié à Montréal ou se détaille à Québec où la fraude est découverte trop tard pour y remédier. Une autre fraude qui se pratique journellement est de mettre du beau poisson aux deux extrémités du quart et du très petit au milieu.

Si nous désirions faire connaître les fraudes qui se sont pratiquées dans le commerce de poisson, nous pourrions écrire des volumes en très peu de temps.

Nous demandons si le commerce et le public devraient tolérer un tel état de choses ?

Il est incontestable que l'opinion est unanime à demander une inspection, non pas une inspection volontaire, mais une inspection obligatoire. Tous ceux qui sont engagés dans le commerce de poisson y trouveront des avantages considérables. A part la perte du temps pour courir ça et là afin d'examiner soi-même chaque lot de poisson qui sera offert en vente, on aura qu'à produire la note de l'inspecteur, acheteurs et vendeurs, sauront exactement à quoi s'en tenir. Le public bénéficiera beaucoup en ce qu'il ne sera plus exposé à avoir un quart de mauvais poisson, quand il en aura acheté de qualité supérieure, et s'il en a du mauvais, ce sera avec connaissance de cause. Le commerce de poisson que l'on a tant de répugnance à pratiquer, se trouvera sur un meilleur pied, on recouvrera le terrain perdu, la confiance renaîtra, la dissatisfaction disparaîtra et on reprendra ce commerce qu'on avait abandonné de dégoût.

Nous pourrions multiplier nos arguments, mais les personnes qui n'ont pas souffert de l'état de choses qui a prévalu jusqu'à aujourd'hui sont si rares, que nous croyons inutiles d'entasser raison sur raison pour prouver ce qui est à la connaissance de tout le public. Que l'on s'adresse à dix, vingt ou trente personnes de Québec, de Montréal ou de Toronto, et partout vous